

L'autre jour, pendant la période des questions, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dans une altercation avec un député conservateur, a dit que nous ne tenions pas à ce qu'Exxon résolve nos problèmes, que nous allions les résoudre nous-mêmes. Je suis parfaitement d'accord, mais comment le ministre croit-il que nous allons y arriver? Il dit que nous ne résoudrons pas le problème en demandant au gouvernement du Canada de traiter avec celui du Venezuela, mais en demandant à Imperial Oil de le faire. Croyez-vous qu'Imperial Oil, qui appartient à Exxon et est contrôlée par elle, va traiter avec le gouvernement du Venezuela si sa société-mère le lui interdit?

Je ne vais pas me lancer dans une tirade contre Exxon ou Imperial Oil, monsieur l'Orateur. Les grandes sociétés pétrolières, comme tous les autres monopoles, ont deux buts principaux. Le premier consiste à porter leurs profits au maximum et le second, à protéger les intérêts du pays dans lequel elles ont été constituées. C'est compréhensible. Si Exxon doit procéder à des réductions des réserves, elle le fera dans tout pays autre que les États-Unis. On s'attendrait certainement à ce qu'une société canadienne accorde la préférence au Canada plutôt qu'à tout autre pays.

Mais à l'heure actuelle—et la crise que nous venons de traverser le prouve—il s'agit de déterminer combien de pétrole les consommateurs canadiens recevront et cette décision n'appartient pas au gouvernement canadien ni à une société pétrolière publique canadienne, mais à une société internationale comme Exxon ou toute autre multinationale du pétrole et cette dernière ne tiendra pas compte de ce qu'en pensent les Canadiens ou le gouvernement canadien ni de ce que commande l'intérêt du pays. C'est pourquoi nous croyons, dans le Nouveau parti démocratique, qu'il est temps que le gouvernement du Canada traite directement avec les pays producteurs de pétrole et surtout avec ceux où il se trouve des sociétés d'exportation appartenant à l'État.

Nous devons lucidement accepter les réalités qui ont marqué le dernier quart de siècle dans le domaine du pétrole. Le phénomène important, c'est que les grandes sociétés pétrolières ne possèdent plus les grands gisements de pétrole. Il fut un temps où ces sociétés possédaient le pétrole d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran, du Nigeria, du Canada et des États-Unis. Elles possédaient même des gisements au Mexique puisqu'en 1936 année où elles furent expulsées. Ces géants avaient la haute main sur les approvisionnements qu'elles pouvaient faire livrer là où bon leur semblait. Dans la plupart de ces pays, sauf au Canada et aux États-Unis, le peuple s'est insurgé contre les sociétés et a pris le contrôle de la production nationale de sorte qu'aujourd'hui, les grandes sociétés pétrolières ne sont plus que des courtiers et des transporteurs de pétrole, sauf au Canada et aux États-Unis.

De nos jours les véritables négociations en matière de pétrole, doivent être entreprises avec les sociétés pétrolières nationales des pays producteurs du monde. Et on le comprend, car les pays producteurs de pétrole ont perdu confiance dans les sociétés pétrolières multinationales. Ils ont répété à maintes reprises qu'ils voulaient traiter directement avec les pays consommateurs de pétrole.

Le chah d'Iran qui ne passait certes pas pour un radical à tout crin, a fait une déclaration à la presse américaine alors qu'il se trouvait aux États-Unis, il y a environ cinq ans indiquant en substance ceci: «Nous préférons traiter de gouver-

Approvisionnements d'énergie

nement à gouvernement lorsque nous vendons notre pétrole parce que si nous décidons d'augmenter notre pétrole d'un dollar le baril, les sociétés pétrolières l'augmenteront elles de 2 dollars. Elles empochent ainsi un dollar et font beaucoup de mécontents». Le chah lui même avait offert de négocier. A cette époque, j'ai instamment demandé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de conclure une entente avec l'Iran, l'Irak, le Nigeria, le Venezuela et le Mexique. Nous avons fait preuve de tellement de timidité que nous avons laissé les sociétés pétrolières agir à leur guise, de sorte que c'est nous maintenant qui écopons.

Les députés progressistes conservateurs ont consacré une grande partie du débat à condamner l'idée d'une régie publique des pétroles et à blâmer surtout Petro-Canada. Lorsqu'il a pris part au débat hier soir, le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) a déclaré ce qui suit, comme en fait foi le hansard à la page 3386:

Je ne pense pas que l'intervention de Petro-Canada dans la transaction mexicaine ou dans la transaction vénézuélienne aurait été du moindre secours.

Cet autre extrait du même discours figure à la page 3387 du hansard:

C'est justement parce que nous pensons qu'Exxon ne devrait pas être mêlée à ces négociations, que nous pensons que Petro-Canada ne devrait pas l'être non plus.

A ce moment là, le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a lancé la question suivante:

Qui alors?

Voici ce que le député a répondu en partie:

Les compagnies sont certes capables de négocier et de conclure elles-mêmes des ententes.

● (2140)

Si elles sont capables de conclure des contrats et de négocier elles-mêmes, pourquoi nous trouvons-nous dans cette situation? Pourquoi importons-nous du pétrole? Pourquoi nous est-il difficile d'obtenir du pétrole? Les députés du parti progressiste conservateur auraient besoin de se rendre compte que nous sommes entrés dans une ère nouvelle dans le domaine du pétrole. Les sociétés pétrolières ne sont plus aussi puissantes et leur contrôle de la production du pétrole s'affaiblit. C'est ce qui se passe partout dans le monde. Aujourd'hui, si on veut faire le commerce du pétrole, on doit traiter avec les gouvernements et les sociétés pétrolières d'État des pays producteurs pour obtenir du pétrole. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de donner un rôle à Petro-Canada dans ce domaine. Premièrement, nous pensons qu'elle devrait faire partie de l'office de répartition que le ministre a l'intention de créer par cette loi.

Nous pensons que Petro-Canada devrait être l'unique importateur pour que le pétrole soit acheté par une société capable d'agir dans l'intérêt de la population canadienne qui verrait à ce que le pétrole acheté soit expédié au Canada et non dérivé vers un autre endroit, comme une partie des approvisionnements promis à l'Imperial Oil l'a été par Exxon.

Nous appuierons cette mesure législative. Je voudrais toutefois ajouter qu'il s'agit là d'une mesure qui devrait se trouver depuis longtemps dans nos statuts. Quoi qu'il en soit, nous ne devrions pas clore le débat avec l'illusion que cela résoudra nos problèmes. Nous ne faisons que donner au gouvernement un outil qu'il pourra utiliser pour faciliter la solution d'un problème.